

## DEPLACEMENT DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON LE 12 MARS A PENLY POUR UN CONSEIL DE POLITIQUE NUCLEAIRE

**En pleine crise énergétique, le nucléaire : un atout majeur pour la souveraineté française. L'avenir de la filière dépend de ses salariés.**

Alors que la France et le monde traversent une nouvelle crise énergétique alimentée par le conflit au Moyen-Orient, le Président réunit aujourd'hui un Conseil de Politique Nucléaire (CPN) sur le site de Penly.

L'intervention américaine au Venezuela et désormais la guerre avec l'Iran rappellent une réalité : en France, plus de 60 % de l'énergie consommée provient encore de sources fossiles, fortement émettrices de CO<sub>2</sub> et génératrices de dépendance envers les pays producteurs. Pour la FNME-CGT, la France est en mesure de relever les défis climatiques tout en réduisant sa vulnérabilité énergétique. Le nucléaire fait partie intégrante de cette solution.

**Réussir le nouveau programme nucléaire avec une électricité compétitive, passe par construire la confiance.**

Le 10 février 2022 à Belfort, le Président de la République appelait la France à « reprendre en main son destin énergétique », actant ainsi la relance du nucléaire. Depuis, les équipes d'EDF, de Framatome, du génie civil et des dizaines de milliers de salariés de fournisseurs et sous-traitants se mobilisent pour tenir ces engagements et redresser une filière qui, entre 1999 et 2025, n'a lancé la construction que d'un seul réacteur, provoquant une perte de savoir-faire majeure.

Le coût de l'électricité nucléaire dépend très largement du coût de construction des centrales. Réussir les chantiers est donc essentiel pour garantir un accès pérenne à une énergie au meilleur prix.

La réussite du programme EPR2 repose d'abord sur l'adhésion des salariés, autour d'ambitions collectives fortes :

- Se sentir pleinement acteurs de l'indépendance énergétique du pays ;
- Bénéficier d'une ambition sociale affirmée ;
- Être écoutés réellement ;
- Bénéficier de conditions de travail sécurisées et de rémunérations attractives.

**Une feuille de route attendue pour la fermeture du cycle nucléaire.**

La CGT attend de ce CPN qu'il établisse enfin une feuille de route claire pour la fermeture du cycle nucléaire, condition indispensable au développement :

- D'un réacteur de 4<sup>e</sup> génération, apte à réutiliser le combustible usé, réduisant ainsi la dépendance à l'uranium ;
- D'un écosystème industriel cohérent, regroupant fabrication, retraitement et recyclage du combustible, notamment via le projet *Aval du Futur*.

L'abandon en 2019 du projet ASTRID par le Président Macron a laminé des décennies de connaissances et compétences dans le domaine des surgénérateurs. Il est urgent de remettre la France sur la voie d'un nucléaire durable et souverain.

La recherche publique en particulier le CEA doit disposer des moyens humains et financiers nécessaires pour mener ce chantier. La filière ne peut plus tolérer que des fonds publics soient dispersés dans des start-ups dont la viabilité technologique ou industrielle n'a pas été démontrée, certaines ayant disparu avant même d'avoir produit quoi que ce soit de concret.

Pour passer des paroles aux actes, la FNME-CGT défend :

- Des investissements durables dans des projets crédibles, loin des politiques de saupoudrage d'argent public.
- Une planification cohérente et durable des infrastructures, des programmes de recherche, des recrutements et du maintien des compétences.
- Un service public de l'énergie fort, capable de répondre aux urgences climatiques, sociales et industrielles.
- Des conditions sociales optimales permettant cohésion et dynamique pour des projets qui aboutissent au plus vite et au moindre coût.